Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

55 | 2014

Hervé Faye (1814-1902) ou l'art de la rupture

Hervé Faye et l'Heure nationale

Jacques Gapaillard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/1368>

DOI : 10.4000/sabix.1368

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 65-71

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Jacques Gapaillard, « Hervé Faye et l'Heure nationale », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 55 | 2014, mis en ligne le 11 juillet 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/1368> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.1368>

HERVÉ FAYE ET L'HEURE NATIONALE

Jacques GAPAILLARD

Lorsque les chemins de fer s'établirent sur notre territoire, on comprit immédiatement qu'il fallait adopter, pour le service de ces voies nouvelles, une heure uniforme, celle de Paris; même on aurait bien dû, comme je l'ai proposé il y a trente ans, la rendre obligatoire, par une loi, pour toute la France, à titre d'heure légale et unique¹.

Ainsi s'exprime Hervé Faye en 1883, à une époque où sa suggestion d'une heure nationale pour la France n'a toujours pas été suivie par les autorités.

L'incompatibilité du chemin de fer et des heures locales

À partir du milieu du XVII^e siècle, astronomes et horlogers réclament que soit abandonnée l'heure solaire vraie, donnée par les cadrans solaires et que les montres et horloges n'ont aucune vocation à suivre, pour l'heure de temps moyen définie par l'astronomie et dont la régularité est compatible avec la nature des mécanismes d'horlogerie. Il a fallu attendre 1826, et non 1816 comme on le lit souvent², pour que la ville de Paris passe enfin à l'heure de temps moyen. À la suite de cette initiative parisienne, et surtout après une circulaire ministérielle du 18 février 1839, l'heure de temps moyen gagna progressivement la province. Par cette circulaire en effet, l'administration des postes recommandait aux localités traversées par les courriers de régler leurs horloges sur le temps moyen.

Quand l'heure de temps moyen s'était substituée à l'heure solaire vraie, elle en avait conservé le caractère local: l'heure dépendait de la longitude du lieu à raison d'une avance de 4 minutes pour chaque degré de longitude gagné vers l'est. Ainsi, l'heure de Strasbourg avançait de 22 minutes sur celle de Paris, qui elle-même avançait de 27 minutes sur celle de Brest. La vie civile s'est longtemps accommodée de cette situation. En particulier, le service des malles-poste et diligences, véhicules relativement lents et se déplaçant par étapes assez courtes, n'était pas affecté par les petits décalages horaires. Il en alla tout autrement quand le chemin de fer s'est développé à partir de 1840. Car lorsque les lignes ont commencé à prendre de l'extension en longitude, il est vite apparu qu'on ne pouvait se contenter des heures locales et que la marche des convois ne pouvait être réglée que par une heure unique sur une même ligne, et bientôt sur l'ensemble du réseau. Cette heure unique sera celle de Paris.

C'est ainsi que l'heure de la capitale est exportée vers la province, et que les villes desservies par le chemin de fer sont dotées de deux heures différentes. Les horloges publiques, dont l'horloge municipale officielle, indiquent généralement l'heure locale, à l'exception de celles situées dans la « cour des voyageurs », sur la façade de la gare, ou encore dans la salle des guichets, qui marquent l'heure de Paris.

Hervé Faye initiateur et incitateur

Le 31 mai 1855, dans son discours de réception à l'Académie de Stanislas, Hervé Faye, alors recteur de l'Académie de Nancy, évoque le problème de l'heure dans cette ville:

« Pourquoi faut-il que l'habitant de Nancy soit condamné à se servir de deux heures différentes, l'une quand il réside en ville, l'autre quand il veut en sortir par le chemin de fer? À chaque voyage, nous sommes forcés de faire, à la hâte et de tête, un petit calcul de l'heure de la station,

¹ H. Faye, 1883, « Sur l'heure universelle proposée par la Conférence de Rome », *CRAS*, t.97, pp. 1234-1239 (p. 1234).

² Jacques Gapaillard, 2011, *Histoire de l'heure en France*, Paris, Vuibert-ADAPT, pp. 102-108. De façon générale, cet ouvrage contient des détails sur plusieurs points seulement évoqués dans le présent article.

calcul où il faut tenir compte d'une différence constante de 16 minutes entre l'heure de la ville et celle du chemin de fer. L'inconvénient est faible, me répondra-t-on [...] Mais, Messieurs, ce petit inconvénient se répète à chaque instant; il pèse sur tous ceux qui voyagent, c'est-à-dire, sur la classe la plus active. [...].

Le remède est simple, d'ailleurs: il suffirait d'adopter officiellement en ville l'heure des chemins de fer, et de retarder, une bonne fois, de 16 minutes toutes les horloges publiques [de Nancy] dans le courant d'une nuit. [...] Bien certainement cette petite réforme sera tôt ou tard adoptée dans toute la France, et recevra la sanction légale qui lui est nécessaire; mais, puisque c'est à la province de prendre cette fois l'initiative, pourquoi cette initiative ne partirait-elle pas de Nancy?³ »

Le « remède » de Faye au tracas horaire des Nancéiens serait aussi le triomphe de l'heure de Paris sur l'heure locale de Nancy et, plus généralement, la voie ouverte vers l'adoption d'une heure nationale. C'est d'ailleurs l'avis d'Urbain Le Verrier qui reprend la proposition de Faye à la fin de cette même année 1855 :

« Aussi doit-on s'attendre à ce que partout les horloges ne tarderont pas à être, pour l'avantage du public, réglées sur l'heure des chemins de fer. Mais alors toutes les horloges des contrées traversées par le chemin d'une même administration se trouvant marquer absolument la même heure, le principe de l'heure locale aura cessé d'être suivi. N'y aurait-il pas avantage à mettre la règle d'accord avec la pratique, en comptant la même heure dans toute l'étendue de l'Empire?

Encore faudrait-il compter avec quelques réticences:

Lorsqu'on proposa de substituer le temps moyen au temps vrai, il ne manqua pas de gens qui s'effrayèrent à la pensée que les horloges ne marqueraient plus l'heure même du Soleil. Or, lorsque la substitution vint à être faite, personne ne s'aperçut du changement. Il faut s'attendre à ce que les mêmes objections seront reproduites contre la nouvelle proposition. Mais si l'on considère l'immense avantage d'avoir la même heure par tout l'Empire, problème dont la simplicité permettrait une solution pratique et précise, on n'hésitera pas à considérer, avec M. le Ministre des Travaux publics, que ce projet est digne d'un sérieux examen⁴. »

En effet, les villes de province sont très attachées à leur heure locale. Les écarts, au plus de l'ordre d'un quart d'heure, entre l'heure solaire vraie et l'heure de temps moyen n'avaient produit que peu de protestations, et la population avait toujours le sentiment de vivre à l'heure du Soleil, mais abandonner l'heure locale pour celle de Paris était une autre affaire. Les écarts entre l'heure de la capitale et l'heure solaire vraie pourraient dépasser largement le quart d'heure : une quarantaine de minutes à Brest vers le 11 février, et à Strasbourg autour du 3 novembre. Mais les populations ne sont généralement pas conscientes de ces décalages extrêmes car elles ont déjà perdu le souvenir de l'heure solaire vraie. Elles parent maintenant de ses vertus l'heure locale de temps moyen. Le midi local est ainsi supposé partager précisément la journée en deux parts égales, équilibre qui pourrait être largement rompu par l'adoption de l'heure parisienne. Et c'est sans compter avec la traditionnelle opposition Paris-province. L'heure locale fait partie de l'identité des villes et leurs habitants se soucient peu de lui substituer celle de Paris.

En 1858, c'est ce sentiment général qu'exprimait plaisamment un lecteur du journal rennais *Le Progrès* : *« Je trouve qu'il n'y a pas plus de motif de nous donner l'heure de Paris que de nous donner l'air de Paris, la température de Paris, etc., etc., toutes choses qui sont très bien là où le bon Dieu les a mises pour qu'elles y restent⁵ ».*

³ H. Faye, 1855, « Sur la différence de longitude entre Paris et Londres », *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, année 1854, Nancy, pp. V-XVIII (p. XV-XVII).

⁴ Urbain Le Verrier, 1855, « Rapport sur l'Observatoire impérial de Paris », *Annales de l'Observatoire impérial de Paris*, pp. 1-68 (p. 49).

⁵ *Phare de la Loire*, 27 avril 1858.

Cette même année, après l'arrivée du chemin de fer dans sa ville, le maire de Rennes, émule de Faye en l'occurrence, avait voulu faire marquer l'heure de Paris par l'horloge de l'Hôtel de ville. Mais devant l'hostilité des habitants et de plusieurs institutions locales (tribunal, lycée, faculté des sciences, archevêché), l'expérience fit long feu : l'heure locale, qui avait cédé la place à l'heure de Paris le 3 mai 1858, fut rétablie le 12 !

Hervé Faye légaliste

L'exemple de Rennes illustre sans doute l'état d'esprit général en France autour de 1860. La population urbaine n'était pas encore prête à l'abandon de son heure locale. En attendant une évolution des esprits, les villes disposant d'une gare doivent vivre avec deux heures différentes mais dont le décalage constant (puisqu'il dépend seulement de l'écart en longitude avec Paris) ne dépasse pas la demi-heure. Une solution fut alors trouvée en dotant les horloges publiques de deux aiguilles des minutes mutuellement solidaires, de manière à indiquer à la fois l'heure locale et l'heure de Paris. C'est ainsi que l'on vit fleurir dans les villes ces curieux cadrans à trois aiguilles. Les deux « grandes aiguilles » étaient différenciées par leur forme ou leur couleur, mais les habitants échangeaient souvent leurs destinations. Dans l'ouest, la sanction de cette erreur pouvait être de manquer son train.

Au fil des années, il finit par s'imposer que l'heure de Paris était plus utile que l'heure locale, et plusieurs villes, comme Bayonne, Le Havre, Lyon et Nantes, ont suivi, peut-être sans le savoir, la suggestion faite par Faye à Nancy, en décidant d'adopter l'heure de Paris. Le résultat de ces décisions isolées fut une situation confuse de l'heure en France car, dans les années 1880, beaucoup de municipalités s'accrochaient encore à leur heure locale. Comme il semblait pourtant inéluctable que l'heure de Paris finirait par l'emporter, une initiative gouvernementale s'imposait pour mettre fin au désordre en érigeant officiellement l'heure de la capitale en heure nationale. Mais cette initiative tardait, sans doute par crainte de l'hostilité des populations à se voir déposséder de leur heure locale, tandis qu'elle était pourtant réclamée avec une insistance croissante. L'adoption d'une heure uniforme n'était pas seulement utile aux usagers du chemin de fer, elle répondait aussi à d'autres nécessités, comme le souligne le géographe Jacques Léotard :

« L'absence d'une heure nationale, exclusivement adoptée dans toutes les localités françaises, présente d'ailleurs une foule de graves inconvénients : au point de vue scientifique, pour étudier les phénomènes imprévus, tels que les tremblements de terre ; au point de vue juridique, pour fixer l'instant d'un meurtre, vérifier un alibi, déterminer certains ordres de succession ; au point de vue militaire, pour transmettre et exécuter les ordres en cas de guerre, lors d'une mobilisation générale, etc.⁶ »

Le 4 juin 1888, le Bureau des longitudes sollicite du ministre de l'Instruction publique Édouard Lockroy qu'il prenne une initiative visant à instaurer une heure nationale, et un projet de loi est en effet déposé à la Chambre des députés, le 20 novembre 1888. Mais Lockroy n'est plus ministre au delà du 22 février 1889 et le projet ne sera pas discuté. Alors, dans les mois qui suivent, de nouvelles villes, comme Angoulême, Toulouse et Bordeaux décident à leur tour d'adopter l'heure de Paris, et celles qui ne l'ont pas encore fait sont encouragées à suivre leur exemple :

« Puisque le gouvernement ne donne pas satisfaction au désir public, en demandant aux Chambres de voter le projet de loi déposé par M. Lockroy, que les municipalités prennent leurs mesures pour accomplir volontairement cette excellente réforme, qui présente beaucoup d'avantages et aucun inconvénient⁷. »

Sous une forme plus explicite, cet appel à l'action provinciale ne fait que reprendre l'ancienne suggestion d'Hervé Faye qui est certainement satisfait de voir son idée gagner du terrain. Cependant, lors de la séance du 8 janvier 1890 de la Société astronomique de France où la question de l'heure nationale est discutée, il soulève une objection inattendue contre les initiatives municipales qui se sont multipliées :

⁶ J. Léotard, 1889, « L'heure nationale », *La Nature*, n° 836, 8 juin 1889, p. 27.

⁷ *Ibid.*

« À ce sujet, M. Faye fait remarquer que la question ne peut être tranchée par les municipalités, à cause des difficultés judiciaires qui pourraient se produire dans le cas de délais légaux. Dans la législation actuelle, une municipalité qui aurait substitué l'heure de Paris à l'heure locale s'exposerait dans certains procès à être déclarée responsable du préjudice causé à quelques individus dans certains cas d'adjudication, d'héritage, etc. La question de l'heure nationale ne peut être décidée que par une loi. Du reste, un projet de loi sur ce sujet a été déposé par le gouvernement et viendra en discussion dans la prochaine session des Chambres⁸. »

Mais que dit au juste la « législation actuelle » au sujet de l'heure? La réalité, c'est qu'elle est muette sur ce chapitre! Jamais encore la définition de l'heure en usage dans notre pays n'a fait l'objet d'une disposition légale. Lorsqu'au Moyen Âge, autour de 1400, les vieilles heures inégales des Romains (douze heures de jour et douze heures de nuit) ont été abandonnées pour les heures solaires classiques, où le jour est fractionné en deux séries de douze heures égales de minuit à midi et de midi à minuit (heures françaises), aucun édit royal n'a légalisé tôt ou tard le nouveau système. Pas davantage, l'occasion du passage des ces heures solaires vraies aux heures de temps moyen n'a été saisie pour sanctionner cette nouvelle pratique par une loi. En fait, la définition de l'heure légale en France se résumait à celle qu'en donne Émile Littré dans son dictionnaire: « *Heure légale, celle qui est donnée par l'horloge communale*⁹ ». Les scrupules legalistes de Faye peuvent surprendre de la part de celui qui avait lui-même incité les Nancéiens à adopter l'heure de Paris afin de leur faciliter l'utilisation du chemin de fer.

La loi du 14 mars 1891

Après le dépôt d'un nouveau projet de loi, le 29 mars 1890, l'appareil législatif se met enfin en marche sur la question de l'heure nationale. Le 2 décembre 1890, les députés se prononcent sans débat en faveur de cette réforme qui n'a que trop tardé et dont la nécessité n'est plus à démontrer.

La discussion aura lieu au Sénat qui délibère sur le projet le 17 février 1891. La commission sénatoriale chargée de l'examiner rend un rapport positif. Il faut dire que le législateur n'a guère le choix. Les nombreuses municipalités auxquelles on a laissé prendre l'initiative d'adopter l'heure de Paris ont eu raison de la frilosité gouvernementale. Un état de fait irréversible a été établi qu'il ne reste plus qu'à entériner par une loi, comme le souligne le sénateur Étienne Goujon qui présente ce rapport:

« Déjà nos principales villes avaient reconnu la nécessité et avaient entrepris, suivant l'exemple donné par nos chemins de fer et nos télégraphes, l'application d'une réforme que le Gouvernement vous demande de consacrer et de généraliser aujourd'hui. »

Il s'agit, en somme, d'achever d'un seul coup un progrès qui allait s'accomplissant de lui-même, mais avec trop de lenteur, et qui est la conséquence naturelle du développement des transactions, des relations, de l'activité dans la vie moderne.

La solution qui vous est proposée est la seule qui puisse établir sur notre territoire la rigueur et la précision devenues indispensables dans la fixation de l'heure. Ce résultat ne pouvait être atteint tant que durait l'usage de l'heure locale¹⁰. »

Le 30 janvier 1891, Hervé Faye, alors président du Bureau des longitudes, a été nommé commissaire du Gouvernement pour assister, devant le Sénat, le ministre Léon Bourgeois de l'Instruction publique et des Beaux-arts, dans la discussion du projet de loi dont il est le lointain initiateur. La tâche est facile car aucune opposition sérieuse n'est à prévoir. Il s'attache cependant à dissiper les moindres réticences qui pourraient subsister.

⁸ *L'Astronomie*, année 1890, p. 72. En 1890, Faye est président de la Société astronomique de France.

⁹ Émile Littré, *Dictionnaire de la langue française*, 4 vol., Paris, Hachette, 1873-1874, article « Heure ».

¹⁰ Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi [...], *Documents parlementaires*, Sénat, session de 1891, annexe n° 17, p.6.

Faye commence par observer que cette question d'une heure nationale n'est pas une préoccupation seulement française mais qu'« elle est discutée presque partout en Europe », notamment en Belgique, Allemagne et Autriche. Au passage, il évoque aussi le projet belge d'adopter l'heure de Greenwich :

« Les raisons qui décident la Belgique à opérer ce changement et à adopter l'heure anglaise sont assez difficiles à comprendre. Il faut néanmoins les respecter, et même avouer qu'il s'agit là d'une tendance qui semble devoir s'étendre sur notre continent¹¹. »

Mais il ajoute : *« Il y aurait là une singularité analogue à celle qui se produirait si un gouvernement quelconque venait proposer d'adopter pour notre pays l'heure de Londres plutôt que celle de Paris. »* Une telle réforme est en effet impensable pour un esprit français de l'époque. Vingt ans s'écouleront encore avant qu'elle se réalise.

Puis Faye revient à l'heure nationale et ne se montre pas avare d'explications qu'il va concentrer sur le cas brestois :

« En ce qui concerne la France, les choses sont d'une simplicité extrême.

Grâce à la forme de notre territoire qui est massif, qui ne s'étend pas beaucoup plus en longitude qu'en latitude, la différence des heures n'est nulle part bien considérable. C'est un avantage dans la question. [...] Ainsi, à Brest, il y a 27 minutes d'écart entre l'heure du chemin de fer et l'heure de la localité.

Lorsque votre loi sera promulguée, la première chose qu'il y aura à faire pour la municipalité de Brest, ce sera de faire marquer l'heure de Paris à toutes les horloges. Actuellement, il n'y en a qu'une qui donne cette heure au public : c'est l'horloge de la gare. À partir du moment où la loi aura été promulguée, toutes les horloges de Brest, sans exception, qui donnent l'heure au public, seront réglées, comme celle de la gare, sur l'heure de Paris. C'est vingt-sept minutes de plus que l'heure acceptée auparavant à Brest. »

Il va aussi au-devant des craintes que l'on pourrait concevoir quant aux réactions de la population en assurant que la vie quotidienne des Brestois *« ne s'en ressentira pas »* :

« Nous sommes persuadés que ces vingt-sept minutes, après avoir préoccupé un instant quelques esprits, disparaîtront, se fondront dans une allure générale et qu'on ne tardera pas à les oublier tout à fait. C'est ce qui est arrivé quand on a passé, en France, du temps vrai au temps moyen [...] »

Faye développe ici l'exemple du passage au temps moyen à Paris où les craintes que le mécontentement ne se traduise par « quelques petits désordres » se révélèrent infondées : *« En effet, personne ne s'en est aperçu et on a passé d'un régime à l'autre par une transition tout à fait insensible. »* Selon Faye, la transition n'aurait pas été remarquée parce que le préfet de Paris aurait suivi la recommandation suivante du Bureau des longitudes :

« Vous avez un moyen bien simple à employer : c'est de convoquer dans votre cabinet les principaux horlogers de Paris et de leur donner l'ordre de changer, le même jour, au même moment, l'heure de toutes les horloges publiques, de faire la même opération sur les horloges privées dont ils ont la direction : vous verrez qu'on ne s'en apercevra pas. »

Mais Faye se trompe, car si les Parisiens ne se sont aperçus de rien, c'est pour une tout autre raison. C'est simplement parce qu'il avait été choisi d'effectuer le changement le 24 décembre 1826, jour où l'équation du temps était pratiquement nulle. Ce jour-là, l'heure de temps moyen coïncidait avec l'heure solaire vraie et les horlogers n'ont même pas eu à intervenir ! Il est difficile de croire que l'astronome Faye, président du Bureau des longitudes, ignorait cette particularité du passage au temps moyen à Paris, et on peut se

¹¹ Cette citation, comme toutes les suivantes, est extraite du *Journal officiel* du 18 février 1891, Sénat, séance du 17 février, p. 71-75.

demander s'il n'aurait pas inventé cette histoire des interventions simultanées sur les horloges publiques afin de montrer que, dans le cas présent, il suffisait de procéder de même pour que le changement soit à peine remarqué. Car il n'existe aucune possibilité de passer « en douceur » de l'heure locale à l'heure de Paris. Le changement sera nécessairement brutal.

Faye donnera encore l'exemple des fuseaux horaires mis en place aux États-Unis et terminera son long discours par un dernier argument. Fidèle aux propos qu'il avait tenus à la Société astronomique de France, il tient en effet à appuyer le projet de loi par la nécessité de « *rentrer partout dans la légalité* » :

« C'est une inquiétude continuelle dont vous allez la [la population] délivrer, et vous ne ferez d'ailleurs qu'obéir au vœu général du pays. Ce n'est pas nous, en effet, qui allons presser les populations de faire telle ou telle chose; ce sont les populations qui nous indiquent elles-mêmes qu'elles le désirent. Elles devancent même votre décision quelquefois, sans faire attention qu'elles se mettent ainsi dans leur tort; car les municipalités qui ont déjà adopté l'heure de Paris ont évidemment un peu trop pris sur elles.

Messieurs, je crois qu'aucun projet de loi ne peut se présenter dans des conditions plus simples et plus favorables. La disposition dont il s'agit plaît à tout le monde et ne gêne personne.

Certes, le moment est arrivé de régulariser la situation actuelle, de faire disparaître mille petits obstacles dont chacun se plaint et de rentrer partout dans la légalité. »

Après quoi, Faye aura encore une occasion d'intervenir, brièvement cette fois, pour répondre à un sénateur qui lui demandait naïvement si, sur les cadrans à deux grandes aiguilles, on laissera subsister celle qui indique l'heure locale :

« Voulez-vous me permettre de répondre, monsieur le président, de la manière négative la plus nette? [Le président donne la parole à Faye.]

La réunion, sur le même cadran, de ces deux aiguilles, a pour objet de suppléer à la loi que le Sénat est appelé à voter. Si cette loi donne, comme il est évident, satisfaction à ce besoin qu'indiquait précisément l'existence de deux aiguilles, celle qui donne l'heure du méridien local n'a plus de raison d'être, et le maire, dans chaque localité, ne manquera pas de la faire supprimer, en apprenant votre décision; et, en même temps, il donnera à l'horloger de la commune l'ordre de mettre l'aiguille qui restera sur l'heure de Paris. »

Les sénateurs approuvent cette réponse de Faye qui est, certes, négative, mais pas de la plus grande netteté. Son défaut est de mêler deux niveaux d'explications : un niveau abstrait (des deux grandes aiguilles en cause, l'aiguille « parisienne » supplée à la loi, laquelle supprime l'autre), et un niveau pratique (l'horloger doit déposer les deux aiguilles solidaires et leur substituer une unique grande aiguille à laquelle il fera indiquer l'heure de Paris). Une conséquence de cette confusion est que le maire de Faye donne à l'horloger l'ordre de mettre sur l'heure de Paris l'aiguille restante... qui s'y trouve déjà. Il est étrange que cette réponse ne fasse aucune référence à l'heure légale, notion pourtant essentielle en l'occurrence. Il suffisait, en effet, de dire que l'aiguille de l'heure locale devra disparaître, tout simplement parce que son rôle deviendra illégal dès que la loi sur l'heure nationale aura été promulguée.

Après cette dernière intervention d'Hervé Faye, le président donne lecture du projet de loi. Le Sénat passe au vote et l'article unique du projet est adopté : « *L'heure légale, en France et en Algérie, est l'heure temps moyen de Paris.* » Mais les sénateurs n'en ont pas terminé car le président porte à leur connaissance un « article additionnel » proposé par Jean Bozérián :

« Le rédacteur de tout acte authentique fera suivre la mention de l'heure indiquée de ces mots : « heure légale ». Les contraventions à la présente disposition seront poursuivies devant le tribunal civil et punies d'une amende qui ne pourra excéder 100 F. »

À l'évidence, ce sénateur n'a pas bien assimilé le concept d'heure légale qui est, il est vrai, une nouveauté, quoi qu'en ait pensé Faye. Il a fallu lui expliquer qu'en l'absence de précision sur la nature de l'heure indiquée, celle-ci serait évidemment censée être l'heure légale. De plus, la mention explicite de sanctions pénales n'était pas judicieuse. L'amendement fut repoussé mais le Sénat se prononça en faveur d'une seconde délibération. Celle-ci eut lieu le 10 mars et se réduisit à un second vote en faveur du projet. Bozérian avait déposé un nouvel amendement qu'il retira au dernier moment. Finalement, c'est le 14 mars 1891 que le président Sadi Carnot signe la loi qui sera publiée le lendemain au *Journal officiel*. L'heure nationale était née, et avec elle la première heure légale française. À presque trente-six ans de distance, la « sanction légale » prophétisée à Nancy par Hervé Faye devenait une réalité.